



Le dimanche 6 septembre 2015

Blocus médical du Camp Liberty : 27ème victime succombe à la maladie

Le 2 septembre 2015 - Abdul Ali Ghanbari, membre des Moudjahidines du Peuple d'Iran (OMPI), a succombé à son cancer dans un hôpital albanais après 4 décennies de dévouement dans la lutte contre le Shah et le régime des mollahs. Sa mort est due au retard de traitement lié au blocus inhumain des services médicaux du camp Liberty. Il est donc le 27ème martyr du blocus médical d'Achraf et de Liberty.

Né en 1958, Abdul Ali Ghanbari a rejoint l'OMPI dans les années 70, a été arrêté et torturé et a passé plus de six mois en prison. Après la révolution anti-monarchique, il rejoint les rangs des Moudjahidines. Jusqu'à la fin de sa vie, et malgré la gravité de sa maladie, il n'a pas cessé son combat.

Dans une lettre conjointe adressée au chef adjoint de la Mission d'Assistance des Nations Unies en Irak (MANUI) le 21 décembre 2012, quatre médecins de l'OMPI du camp Liberty ont exprimé leurs inquiétudes au sujet des risques auxquels s'exposent certains patients gravement malades, dont Abdul Ali Ghanbari, en raison de ce blocus, de la pression et du sabotage des traitements des patients de Liberty par les forces irakiennes.

Dans deux lettres à l' UNHCR de Bagdad les 21 et 24 juin 2014, le conseiller juridique de Liberty a listé les noms de nombreux patients gravement malades auxquels on a refusé l'accès à l'hôpital pendant plus de deux semaines, et a appelé à une intervention pour transférer ces patients de toute urgence à l'hôpital. Abdul Ali Ghanbari est le troisième nom sur la liste des deux lettres, et ces dernières précisait qu'il devrait être vu par un spécialiste et être traité par chimiothérapie.

Malgré tout, il n'aura été transféré en Albanie qu'en octobre 2014 après un long retard, et a alors été traité immédiatement. Mais en raison du retard et de la progression de sa maladie, les efforts de médecins ne purent être efficaces.



Camp Liberty : Pièces de rechange pour les générateurs bloquées à l'entrée

Le 3 septembre 2015- Les forces irakiennes, sous le commandement du Comité gouvernemental chargé de réprimer le camp d'Achraf, ont bloqué l'entrée de pièces de rechange pour le générateur électrique du camp Liberty pour la deuxième journée consécutive.

Au début de l'été, avec une température atteignant plus de 50°C, un certain nombre de générateurs vétustes de Liberty sont tombés en panne et ont eu besoin d'une révision. Les résidents ont acheté les pièces de rechange nécessaires, à leurs propres frais et avec grande difficulté, mais les pièces n'ont pas été autorisées dans le camp.

Les moniteurs de l'ONU et les représentants de l'UNHCR ont été informés de l'état de casse des générateurs électriques depuis le mois dernier et y ont fait une inspection.

En plus de pièces du générateur, les forces irakiennes ont interdit l'entrée dans le camp aux équipements nécessaires à l'entretien des infrastructures du camp, aux pièces et de pneus de rechange pour véhicules, aux câbles électriques, aux fixations et à l'habillement.





Crime contre l'Humanité : 2^{ème} anniversaire du massacre du camp d'Achraf

Le 1 septembre 2015- Mardi a marqué le deuxième anniversaire du massacre du camp d'Achraf. Cinquante-deux dissidents iraniens non armés et sans défense, tous membres du principal groupe d'opposition iranien, l'Organisation des moudjahiddines du peuple d'Iran - OMPI, ont été abattus et sept autres personnes, dont six femmes, ont été enlevées par les forces irakiennes à la demande du régime de Téhéran.

Les forces militaires du Premier Ministre irakien de l'époque, Nouri al-Maliki, ont ainsi exécuté de nombreux habitants au cours du massacre du 1er septembre 2013, via leur modus operandi habituel : en leur attachant les mains derrière le dos. Les résidents blessés, ceux qui avaient le statut de "personnes protégées" en vertu de la Quatrième Convention de Genève et ceux dont la sécurité était "garantie" sous la protection des Etats-Unis et des Nations Unies, ont ensuite été abattus y compris dans la clinique du camp.

Le 1er septembre, au moment du massacre, un très haut fonctionnaire de Washington, a reconnu dans un courriel, que l'administration Obama avait été alertée de l'attaque dès le début et était en contact avec l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad à ce sujet.

Le lendemain du massacre, György Busztin, représentant spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Irak, visita le camp d'Achraf.

Le 19 septembre 2013, Catherine Ashton, représentante de l'Union Européenne pour les affaires étrangères de l'époque, a confirmé que les otages étaient effectivement détenus dans une prison irakienne et étaient confrontés à une menace d'extradition vers l'Iran en violation du principe de non-refoulement. Le 19 novembre 2013, Amnesty International publia une Action Urgente : "les sept exilés iraniens enlevés le 1er septembre sont détenus par les forces de sécurité irakiennes dans un centre de détention non-officiel dans le centre de Bagdad. Ils risquent d'être torturés, de subir d'autres mauvais traitements et pourraient être renvoyés de force en Iran."

Au cours des deux dernières années, la Résistance iranienne a appelé à plusieurs reprises le Secrétaire Général des Nations Unies et le Haut-Commissaire aux Droits de l'Homme à mener une enquête indépendante et exhaustive du massacre du 1er septembre, à traduire les coupables en justice et à ne pas permettre à Nouri al-Maliki et à Ali Khamenei (le Guide Suprême du régime iranien) de dissimuler ce grand crime contre l'Humanité.

